

Migrations & Développement

TRIMESTRIEL - SEPTEMBRE 1996 - N°3 - Prix 3 F.F.



Edito

Migrations et Développement a 10 ans cette année ! Un long chemin a été parcouru depuis, qui nous a menés de l'accompagnement au retour dans leur pays d'origine d'immigrés licenciés de leur usine en 1986 à des projets de développement local tels que l'électrification (40 réseaux réalisés de 89 à 96, soit 67 villages raccordés), les aménagements hydrauliques (digues en terre compactée pour la réalimentation des nappes phréatiques, construction de réservoirs pour l'eau potable et l'irrigation) ou encore la dynamisation du tissu socio-économique local (création d'entreprises, valorisation des activités féminines artisanales, éducation, santé).

L'originalité de toutes ces actions a résidé dans l'implication des immigrés dans ces actions de développement, non plus seulement dans leur fonction traditionnelle de "pourvoyeurs de richesses" mais dans un rôle de "courroie de transmission d'un progrès technique dont ils doivent maîtriser les conséquences économiques, politiques, sociales et culturelles sur l'ensemble du groupe d'origine".

A ce jour, plus de 800 immigrés ont participé financièrement aux différents projets, et 300 d'entre eux se sont impliqués directement dans des actions qui, localement, ont touché près de 30 000 personnes. Implication directe également dans la constitution d'un réseau associatif en Europe et dans le pays d'origine.

Cette dixième année doit être pour nous un temps d'interrogation et de réflexion sur les impacts de ces actions :

- d'une part dans les villages d'origine : modifications socio-culturelles et économiques, émergence et constitution d'une société civile par le biais des associations, prise de décision collective, base d'un développement déconcentré et concerté,
- d'autre part au niveau des migrants qui ont investi près de 4,8 millions de francs : ont-ils été seulement des acteurs temporaires de ce développement ? seulement des financeurs de ces projets ? dans quelle mesure leur implication a-t-elle été un facteur d'intégration dans le pays d'accueil, un facteur de réinsertion dans le pays d'origine ?

Une évaluation, portant notamment sur les actions d'électrification, devrait nous permettre d'apporter des réponses à ces questionnements et d'ainsi mieux orienter notre démarche pour la décennie à venir ! Nous l'espérons, car au-delà des apports en équipements, ces actions ont représenté un formidable élan de solidarité et de coopération entre les immigrés, les villageois et les quelques 500 français et européens qui y ont participé. Coopération qu'il nous paraît essentiel de maintenir et dynamiser.

L. JAMAL

La Lettre de Migrations et Développement.
Trimestriel : Tirage 2 000 exemplaires.
Imprimerie : SNIP - LA GARDE
Directeur de la Publication : Lahoussain Jamal.
Migrations et Développement :
4, rue Barthélémy - 13001 Marseille
Tél. 04 91 47 57 55 - Fax. 04 91 47 70 64
Dépôt légal : 2624 - ISSN : en cours

Terrain

LES FEMMES DE L'OMBRE

Elisabeth Jaussaud et Aziza M'Saaf coordonnent le "programme d'action en faveur des populations en zone rurale marocaine". Cette action doit permettre de jeter les bases d'un développement local concerté avec l'ensemble de la population pour la constitution d'une société civile et l'accession à l'autosuffisance notamment pour les personnes les plus défavorisées. Elle se traduit dans un premier temps par un programme pluriannuel qui vise à améliorer les conditions de vie de la femme en milieu rural par la promotion et la valorisation de son rôle dans le développement local, et par la mise en œuvre d'une démarche participative.



Son prénom est Khadija. Dans son village d'Ifri (Maroc) ses voisins l'appellent Ijja, ou encore Ijja N'Aït Flan par référence au nom de famille de son mari. Un mari qu'elle ne voit que rarement et pendant des périodes très courtes, mais suffisantes toutefois pour que ce mari "absent" lui ait déjà fait trois enfants.

Ijja, quel est le métier de ton mari ?

Sincèrement je ne saurais pas te répondre exactement ma sœur ! Il y a bien des années qu'il s'est installé en ville et qu'il ne vient plus qu'à de très rares occasions. La dernière fois il est parti pour deux ans sans se préoccuper ni des enfants, ni de sa pauvre mère qui continue à vivre avec nous. A son retour, il ne parle jamais de ses activités, ni de ses projets en ville. Je ne sais pas s'il travaille en continu et s'il gagne sa vie ou pas, je suis comme une étrangère. Tu sais, les gens me disent qu'il a une deuxième femme en ville.

Comment réagis-tu à cette situation ?

Pour être franche avec toi, je me sens entre le marteau et l'enclume. Ma situa-

tion de femme abandonnée me pèse beaucoup, aussi bien vis-à-vis des gens du village que vis-à-vis de moi-même. Cependant, ma dignité m'empêche de revenir chez mes parents avec le statut de femme divorcée. D'autant plus que je pense que mon avenir est avec mes enfants auxquels je consacre ma vie tout entière. C'est pour cela que je continue à faire la sourde pour garder mes enfants dans la maison paternelle.

Mais est-ce qu'il prend la responsabilité financière du foyer ?

Pas vraiment, car les envois de mon mari sont très irréguliers et insuffisants pour répondre aux besoins de la famille.

Et de quoi vivez-vous ?

Nous bénéficions d'un soutien financier de la part de ma belle sœur qui vit en France et vient chez nous un été sur deux pour voir sa mère. A l'exception de ce petit appui, c'est à partir de mon travail personnel que je nourris ma famille. Pour gagner ma vie, je travaille chez les voisins comme journalière pendant

Les échanges méditerranéens et la jeunesse

Claude Lasnel, directeur de la Mission pour le Développement des Echanges Méditerranéens (M.D.E.M.), nous propose une réflexion sur les difficultés rencontrées par les jeunes dans l'organisation des échanges et sur les réponses apportées par la M.E.D.M. et d'autres organismes.

Bien que non spécifiques aux échanges méditerranéens, les remarques suivantes nous semblent importantes à rappeler, fruits d'autres projets organisés, par ailleurs, depuis de nombreuses années mais qui constituent un cadre incontournable : "outils" de socialisation et d'autonomisation pour les jeunes, les échanges, en général, permettent des mises en situations stimulantes, autour d'un enjeu réel et symbolique, avec la nécessité de préparer et d'organiser un projet complet. Ils entraînent une vie de groupe très forte, sont les moyens d'un apprentissage de la mobilité, de la rencontre de l'autre, de la confrontation à un cadre de vie différent. Ils ont pour conséquence l'affirmation par les jeunes de leurs capacités, à travers la production d'un travail et la gestion de l'échange.

Pour les jeunes en difficulté ou défavorisés, c'est s'inscrire dans une logique de participation, de pédagogie de la réussite, de rupture avec le sentiment d'exclusion et de rejet, de mobilisation collective et de resocialisation, une "plus-value symbolique". C'est aussi l'occasion d'un positionnement différent entre éducateurs/animateurs et ces mêmes jeunes.

Ce qui s'ajoute ici, à travers les échanges méditerranéens que nous aidons à construire, c'est la sensibilisation, l'information, la formation à l'espace méditerranéen, la prise en compte d'approches de développement Nord/Sud et l'axe interculturel, national et international (1), étapes indispensables pour intégrer la dimension Euro-Maghrébine dans la culture associative, créer des comportements différents chez les cadres associatifs, acquérir de nouvelles compétences. Les rencontres/échanges/formations des responsables et permanents associatifs s'appuient sur de tels échanges, à travers des modules spécialisés ou conjoints à plusieurs types de publics.

Remarque importante concernant les associations de jeunes.

Le soutien de la M.D.E.M. aux associations de jeunes (temps passé pour le conseil, l'assistance aux projets, le règlement des questions administratives) rejoint les efforts des chargés de mission du FAS (2) et des CTP (3) de Jeunesse et

Sports pour permettre la prise de responsabilités et l'organisation de ces jeunes.

Cependant, l'expérience et l'étude des échanges de groupes de jeunes nous montrent que s'il s'agit d'associations de jeunes - issues de l'immigration ou non - originaires des quartiers populaires ou de zones rurales, indépendantes de structures de l'Education Populaire, cet effort rencontre des limites de deux ordres :

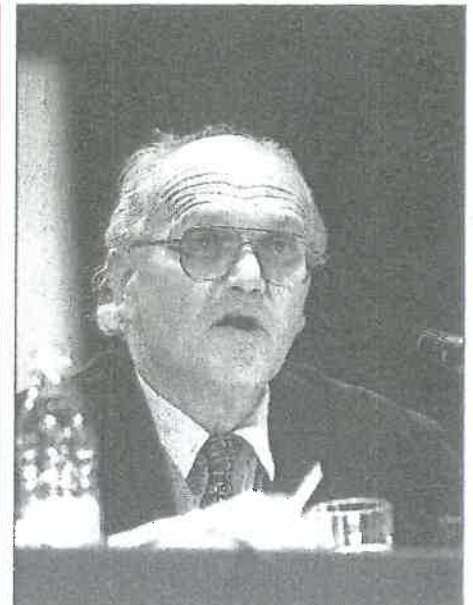
- **La jeunesse vit dans le présent :** la notion d'attente lui est radicalement étrangère. 5 à 10 mois d'attente pour recevoir une notification entraînent chez les jeunes, porteurs de projets, un **découragement** profond. Ils ne peuvent se passionner très longtemps pour un projet aussi aléatoire.

- **Le fonctionnement administratif** a pour conséquences d'obliger les jeunes à **investir énormément d'énergie dans la recherche de subventions, au lieu de pouvoir la consacrer à la préparation de leur échange.**

De plus, l'incertitude des réponses et le manque de trésorerie empêchent ces associations de s'engager nettement dans le projet avec leurs partenaires, n'ayant aucune possibilité d'avancer l'argent nécessaire aux échanges. Attendre encore quelques mois pour recevoir les subventions oblige parfois à repousser le projet, en dehors des vacances scolaires et de l'été. Très souvent, leur projet ne peut donc se mener à bien, en raison de ces éléments.

Le travail de la MDEM s'inscrit dans les dispositifs relevant du Ministère de la Jeunesse et des Sports en les replaçant dans une approche plus globale de collaboration concrète avec d'autres partenaires.

- **Echanges internationaux :** la collaboration Ministère de la Jeunesse et des Sports/Ministère des Affaires Etrangères/MDEM/ FAS a permis de diriger tous les projets d'échanges de jeunes vers un soutien du Ministère des Affaires Etrangères, démultipliant ainsi, par exemple, le développement des échanges franco-maghrébins et l'accès des échanges interculturels à de petites associations.



M. Claude Lasnel.

- **Projets J :** Le travail conjoint du Ministère de la Jeunesse et des Sports/MDEM a permis parfois, de faciliter les échanges par un accompagnement des auteurs de projets, dans la recherche de partenariat avec une structure du pays d'accueil, dans la préparation et l'exploitation de leurs projets... lorsque notre participation était souhaitée.

- **Opération Prévention Eté :** idem - en y ajoutant le partenariat du FAS et des collectivités locales.

- **Chantiers de jeunes :** de nombreux chantiers de jeunes qui intègrent traditionnellement la dimension internationale, ont adopté les critères de la mission et participent largement à la dimension des échanges.

- Dans les structures de Formation : participation directe de la MDEM à la formation des cadres associatifs Jeunesse (DEFA - BEATEP - certains BAFA ou BAFD). C.L.

(1) Interculturel ? : La dimension de l'interculturalité dans nos échanges est différente de son acception habituelle, puisqu'il ne s'agit pas ici, d'abord et uniquement, de mettre en relation des cultures différentes (c'est-à-dire pour ce qui nous concerne la culture française et des cultures "autres" venues d'ailleurs), mais d'abord un interculturel qui, de part et d'autre de la Méditerranée, permet de prendre en compte puis de valoriser tous les éléments culturels, populaires en particulier, qui existent dans chacun de ces pays et en relation avec les cultures dominantes.

(2) FAS : Fonds d'Action Sociale pour les Travailleurs Etrangers et leurs Familles.

(3) CTP : Conseiller Technique et Pédagogique.

Festival du Cinéma de Douarnenez

Migrations & Développement a participé du 18 au 25 août dernier au Festival du cinéma de Douarnenez, dont le thème cette année était "Communautés immigrées en Europe". Hamid Hassnaoui a représenté M&D tout au long de cette manifestation et nous en donne un compte-rendu.

Depuis dix-huit ans, le Festival du cinéma de Douarnenez se consacre aux peuples minorisés dans le monde : Indiens d'Amérique, Tziganes d'Europe, Palestiniens, Berbères... Cette année, du 18 au 25 août, une exception : le Festival est consacré aux Communautés Immigrées en Europe ! A l'écoute ou interpellés par une actualité parfois déconcertante, les organisateurs ont voulu tordre le cou à certains mythes, clichés ou caricatures sur l'immigration. Ainsi, parallèlement à la projection d'une centaine de films traitant de l'immigration sous tous ses aspects, plusieurs expositions, ateliers, rencontres et débats ont été programmés durant cette semaine. Et plusieurs personnalités, organismes et associations ont été invités à ce festival qui a transformé la ville de Douarnenez en un "petit village planétaire".

Conscients et convaincus du rôle et de l'expérience de Migrations & Développement en matière d'immigration et de développement, les organisateurs ont tenu à ce que notre association soit présente dans cette manifestation. M&D a ainsi doublement participé au Festival :

- d'abord à l'exposition des associations, où un stand M&D a été tenu pendant trois jours (photos de chantiers, affiches, documentaire vidéo et articles de presse témoignaient des réalisations de M&D),

- ensuite au débat public du 20 août, consacré justement à la contribution des immigrés au développement de leur pays d'origine. Lors de ce débat auquel ont été invités M. Gildas Simon, universitaire à Poitiers, créateur du Laboratoire Migrinter du CNRS et de la Revue Européenne des Migrations Internationales, M. Hamédy Diarra du Réseau des Associations de Développement dans la Vallée du Fleuve Sénégal et Hamid Hassnaoui de Migrations et Développement, les intervenants ont chacun, selon l'expérience de sa propre organisation, apporté des éclairages sur la question.

M. Simon, qui a rappelé la situation générale des migrants dans le monde et leur apport au développement régional estimé à 70 milliards de dollars (5 fois plus important que l'aide internationale publique !) a souligné l'importance du travail des associations comme M&D et le Réseau qui, selon lui, sont parmi les rares associations de développement qui réussissent dans le domaine. En effet, d'après lui, la majorité des initiatives de développement de ce



M. Hamédy Diarra : Réseau des Ass. Dév. Vallée Fleuve Sénégal.
M. Gildas Simon : Géographe de l'Immigration et Président du Laboratoire Migrinter de Poitiers.
M. Yves Jardin : animateur du débat. Hamid Hassnaoui : Migrations et Développement.

genre sont souvent vouées à l'échec à cause de l'inadaptation des objectifs et des moyens aux réalités du terrain et du manque d'enthousiasme dans l'engagement des pouvoirs régionaux et nationaux.

Quant au représentant de Migrations & Développement, il a exposé l'expérience de notre association : ses objectifs, ses orientations, ses démarches sur le terrain, ses projets en cours et le rôle capital des immigrés qui y sont impliqués comme véritables acteurs de développement, ainsi que l'apport des européens associés aux villageois et aux immigrés dans les différentes phases de chaque action.

Lors de ce débat, animé par Yves Jardin, le public hétérogène - que ne pouvait plus contenir la Salle des Débats - a pu découvrir, souvent avec surprise, cet autre aspect de l'immigration. Désormais, celle-ci n'est plus perçue comme une fatalité historique jamais exorcisée, ni comme une douloureuse réalité socio-économique ingérable, encore moins comme un spectre engendrant des psychoses en période conjoncturelle ou électorale... mais comme un facteur de développement qui - sans avoir la prétention de régler tous les problèmes - est capable, pour peu que l'on s'y intéresse, d'améliorer les conditions de vie de bien des populations. Tel était le message de ce débat.

H.H.

BULLETIN D'ADHESION

Migrations & Développement a besoin de votre soutien.

J'adhère à M & D et je bénéficie de l'envoi quatre fois par an de LA LETTRE DE M & D

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

AGE : PROFESSION : TELEPHONE :

Je cotise à Migrations & Développement pour la somme de :

100 FF 200 FF 300 FF 400 FF 500 FF

Cotisation de soutien de :

Signature

les travaux des champs saisonniers, ou encore j'apporte de l'aide aux voisines pour les travaux ménagers surtout lors des fêtes de mariage par exemple. Sinon mon occupation de base, c'est le tissage. Je fabrique presque en continu sur mon métier à tisser, des tapis, des burnous, des adjellabas, et d'autres types d'étoffe que je vends en association avec mon fournisseur de matière première.

Malheureusement, Ijja n'est pas seule dans ce cas. A elle, femme abandonnée, vient s'ajouter une femme divorcée, une autre veuve ou celle-ci mariée à un infirme, ou encore cette dernière dont le mari trop âgé ne peut assurer la subsistance du foyer. Elles sont des centaines, des milliers, dans ce petit village d'Ifri, dans d'autres villages et villes du Maroc, et dans le monde entier. Le point commun de toutes ces femmes est de se retrouver chef de famille sans l'avoir voulu et surtout sans y avoir été préparées. Elles ont à assumer la responsabilité des enfants, voire même des parents âgés, et à subvenir à leurs besoins parfois sans ressources financières et le plus souvent sans métier susceptible de leur en procurer.

Pourtant, la plupart de ces femmes ne sont pas exemptes de compétences. Tout comme Ijja, elles pratiquent (ou ont pratiqué) des activités artisanales. Cependant, les situations de précarité voire d'urgence dans lesquelles elles se trouvent leur interdisent souvent d'investir dans la matière première ou dans l'outillage nécessaires à la poursuite de ces activités. En effet, les femmes qui font des travaux à l'extérieur de leur foyer sont le plus souvent "payées" en nature (logement, nourriture, vêtements), plus rarement en espèces. Ce système de "troc" ne leur laisse pas beaucoup de latitude pour une gestion autonome de leurs res-

sources. Et même lorsque ces femmes peuvent avoir une activité artisanale, elles sont obligées de passer par des intermédiaires masculins pour vendre leur production, ce qui réduit considérablement les bénéfices de cette activité.

Notre association a été très rapidement sensibilisée à ce problème des femmes isolées, notamment par le biais des actions d'électrification villageoise qui nous ont permis de détecter les foyer les plus pauvres dans ces villages. Une enquête de terrain avait alors mis en évidence la structure de ces foyers nécessitant une aide supplémentaire pour pouvoir bénéficier du minimum d'installations (prises, ampoules, interrupteurs) dans leurs maisons : et dans quasiment chacun des foyers, nous avons retrouvé des femmes semblables à Ijja, femmes veuves, divorcées ou abandonnées, ayant des enfants à charge.

En 1995, nous avons mis en place un projet pilote pour "l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu rural". Grâce à un cofinancement franco-espagnol (CCFD et Intermon), une vingtaine de femmes d'Ifri et Imgoun, deux villages de l'Anti Atlas marocain, ont pu retrouver une activité artisanale. Cette première expérience a porté exclusivement sur le tissage, activité traditionnelle que les femmes connaissent bien, et donc sur l'octroi de micro-crédits sous forme de matière première (laine et coton) et d'outillage (métiers à tisser). Les étoffes produites sont commercialisées soit directement par les femmes, soit par l'intermédiaire des animatrices locales du projet.

L'intérêt suscité par cette action nous a incités à la développer au-delà du seul aspect de la valorisation et de la promotion des activités féminines génératrices de revenus. Car il est évident

que la situation de pauvreté, conjuguée avec des contraintes climatiques et géographique difficiles, a des conséquences néfastes sur l'état sanitaire de la femme et de ses enfants. Elle constitue également un obstacle au développement socio-culturel, car rares sont les personnes qui considèrent la scolarisation et la formation comme des moyens de sortir de cette situation de fait, des outils de développement. Le programme que nous mettons en place pour les trois années à venir, en partenariat avec Migrations et Développement Local, concernera donc le développement des activités féminines génératrices de revenus, mais aussi la sensibilisation, l'information et la formation en matière d'hygiène et de prévention santé ainsi que dans le domaine de l'alphabétisation et la scolarisation. E.J./A.M.

Ce "programme d'action en faveur des populations en zone rurale marocaine : implication des femmes dans le développement local" est animé par deux jeunes femmes de Taliouine. Si ce programme est destiné à l'amélioration des conditions de vie des femmes dans les villages, il permet également à ces jeunes animatrices de se former et d'acquérir des compétences dans divers domaines. Ainsi, R'Kia et Fatima ont-elles suivi une formation santé auprès du personnel médical de l'hôpital de Taliouine. Elles sont également attendues en France à la mi-octobre par l'hôpital de Montereau qui les accueillera dans une formation d'infirmières. Ce projet, qui les oblige à circuler de village en village, a conduit l'une d'elle à passer son permis de conduire pour être plus autonome. Si elle n'est pas la première jeune femme de Taliouine à obtenir son permis, elle est quand même une des pionnières dans ce domaine. N'est-ce pas aussi cela le développement ?

Conseil d'administration du 28/09/96

Ce conseil d'administration s'est tenu au siège de M&D à Marseille. Plusieurs interventions ont étayé les travaux du CA : exposé de Aït Ider sur les relations entre les villageois, les immigrés et M&D ; exposé de Gérard Embry sur le rapport technique d'électrification, exposé d'Agnès sur sa mission liée au programme de chantiers/échanges. Parmi les questions à l'ordre du jour, celle du fonctionnement du CA a soulevé un débat animé. Le CA a insisté sur la nécessité de ménager des espaces de réflexion et d'expression pour les immigrés. En effet, ils sont à l'origine de M&D, ils sont présents dans toutes les instances de la vie associative, ils sont surtout les premiers impliqués dans les actions elles-mêmes, ils sont les représentants naturels des populations vil-

lageoises. Cependant, ils éprouvent quelques difficultés à s'exprimer en français dans les assemblées et si l'on n'y prend pas garde leur parole pourrait être "noyée" lors des différents débats. Ali Mekki se chargera des relations entre les groupes d'immigrés et le CA.

Toujours en terme de communication interne et de réelle implication des membres du CA dans les actions, il a été proposé de mettre en place des commissions de réflexion et d'orientation relatives aux différents projets. Ces commissions, dans lesquelles les membres du CA se positionneraient en fonction de leur intérêt et de leurs compétences permettront d'apporter un soutien aux salariés dans la conduite des projets. Elles seront élargies à des membres de M&D qui ne font pas

partie du CA.

Une de ces commissions aura tout particulièrement en charge l'organisation des manifestations qui vont marquer le 10^e anniversaire de M&D. Nous espérons fêter cet anniversaire au moment de l'assemblée générale de M&D en mars 97 avec un groupe d'Ahwach qui viendra du Maroc dans le cadre de nos échanges de jeunes (et de moins jeunes !). Un prochain CA permettra de mettre au point ces activités. E.J.

A NOTER

Une nouvelle personne a été recrutée au siège de M&D. Araxie Gagachian aura en charge, dans les prochains mois, le programme de chantiers/échanges de jeunes, ainsi que celui de la formation.